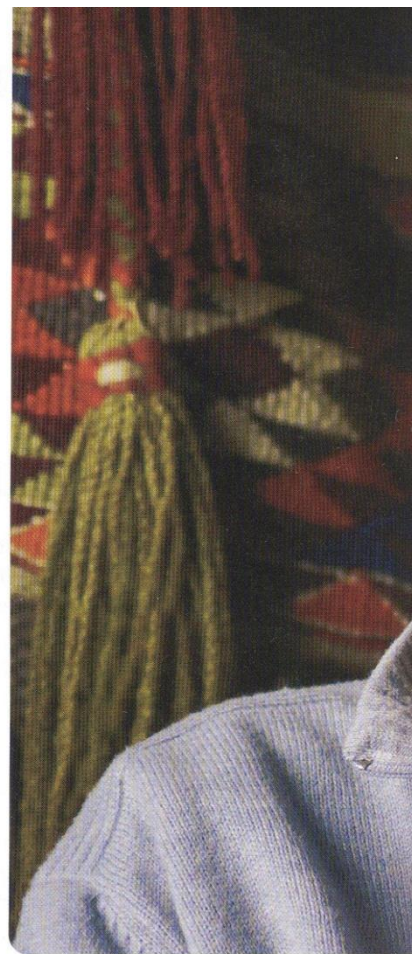


PROCHE-ORIENT

« On en revient là où Juifs et Arabes se font face »

L'Etat islamique et *Charlie Hebdo* ont relégué le conflit israélo-palestinien dans les marges de l'actualité. Mais cette blessure non guérie affleure partout, constate Yves Besson, spécialiste du Proche-Orient.

Yves Besson a enseigné à l'Université de Fribourg et au gymnase d'Yverdon.



Christine Mo Costabella

Il a été le premier diplomate suisse arabisant : le Vaudois Yves Besson a enseigné le conflit israélo-arabe à l'Université de Fribourg et dirigé l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens à Jérusalem. Aujourd'hui retraité, il suit de près l'actualité, marquée au Proche-Orient comme en Europe par l'affrontement entre Juifs et Arabes.

Vous qui connaissez bien le monde arabo-musulman, comment avez-vous vécu les attentats de Paris?

Yves Besson : – Ce drame ne m'a pas surpris: la misère sociale, économique et culturelle des quartiers avait préparé le terrain, couplée à la mauvaise image de l'Occident dans le monde musulman depuis l'invasion américaine de l'Irak. Par contre, j'ai été très surpris par la sur-réaction de la France. Ce sont des moments où il est plus difficile de distinguer antisémitisme et antisémitisme. Les médias ont massivement pointé l'antisémi-

tisme des banlieues quitte à faire des raccourcis : c'est à force d'accuser Israël de tous les maux que ce ressentiment s'est développé chez les jeunes, disent certains. J'ai aussi été surpris que *Charlie Hebdo* remette une caricature de Mahomet en une après l'attentat, comme un défi un peu facile, une provocation.

Des milliers de Palestiniens ont d'ailleurs manifesté contre ce numéro...

– Certains ont sans doute été sincèrement choqués. Mais vous savez, dans les camps et les villages palestiniens, tout est occasion de descendre dans la rue. Quand je dirigeais l'UNRWA (Agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens) en Cisjordanie, lors de la première guerre du Golfe, en 1990, il y a eu des manifestations très vigoureuses de soutien à Saddam Hussein. Dans le camp très remuant de Shuafat, tout près de Jérusalem, il était difficile de faire la

part des choses entre les actions de résistance et les crimes de droit commun!

Je me souviens être entré dans le camp: dans une file de distribution, les gens insultaient les Américains, qui bombardaient Bagdad, et l'ONU, qui avait autorisé les frappes. Je leur ai rappelé où ils étaient en pointant le drapeau de l'ONU qui flottait au-dessus du camp. «Mais ça ce n'est pas l'ONU, c'est l'agence!», m'ont-ils répondu, comme si l'UNRWA était palestinienne.

En décembre, plusieurs Parlements européens ont dit vouloir reconnaître l'Etat palestinien. Pourquoi ce regain d'intérêt?

– Parce que trop, c'est trop. Depuis la fin des années 1990, les négociations de paix sont bloquées par l'intransigeance d'Israël. Les ultimes efforts de l'administration Obama n'ont rien donné. Les Européens ont pris le parti de se profiler davantage sur cette



question: ils financent largement l'Autorité palestinienne et ils ont dû reconstruire Gaza plusieurs fois à quelques années d'intervalle.

C'est aussi un signal en vue des élections de mars prochain. Les opinions européennes ne sont plus largement favorables à Israël comme en 1967, lors de la guerre des Six jours. J'ai vu cette évolution dans mon village du Nord vaudois, que j'habite depuis la fin des années 1970. Au début, on chuchotait: «Monsieur Besson a parlé à la radio, il est pro-palestinien!». Aujourd'hui, le paysan voisin s'indigne devant moi de la conduite d'Israël. Étonnamment, cet isolement n'inquiète pas l'opinion israélienne.

Concrètement, qu'est-ce que la décision des Parlements change ?

– Sur le terrain, pas grand-chose. C'est surtout symbolique. Mais en diplomatie, il ne faut pas négliger les actes symboliques même s'ils font sourire les faucons de la *Realpolitik*!

C'est d'ailleurs tout ce qui reste à l'Autorité palestinienne: la porte des négociations directes lui est fermée, le gouvernement israélien n'ayant jamais été autant à droite. Et elle a renoncé à la violence – contrairement au Hamas à Gaza –, allant jusqu'à coopérer avec Israël pour le maintien de l'ordre, ce qui lui est parfois reproché comme du collaborationnisme.

Nous Occidentaux fonctionnons à coups de délais. Dans deux ans, il faut qu'il y ait un Etat palestinien... Mais les Juifs et les Arabes raisonnent sur la longue durée. Il n'y a qu'à voir les fous qui posent des bombes en disant qu'ils sont en guerre contre les croisés ! Ou les Juifs qui affirment qu'ils étaient déjà là il y a 3000 ans. Il ne nous viendrait pas à l'esprit de régler un problème territorial en Suisse en faisant référence aux Burgondes!

Deux Etats, ce serait la paix ?

– Peut-être. Mais ce serait la guerre civile en Israël. Comment chasser des centaines de milliers de colons de Cisjordanie ? Quand Gaza était occupée, je me souviens avoir vu des colonies aux airs de Club

Med dans les plus beaux endroits de la bande, sur les bords de mer, tandis que la population s'entassait en ville. C'était ahurissant, cela ne pouvait pas tenir.

Mais quand Ariel Sharon a décidé de se retirer de Gaza et d'expulser les colons, le choc a été immense! En Cisjordanie, ce serait 50 fois plus violent.

Et qui veut la fin du conflit ? En 1968 déjà, le journaliste Marc Hillel écrivait *Israël en danger de paix*. La société israélienne est très divisée: vous avez Tel Aviv, ville méditerranéenne qui aime bien faire la fête, qui est juive comme le canton de Vaud est pro-

**«C'est une ville
qui est juive
comme le canton
de Vaud est
protestant.»**

De Berne à Jérusalem

Septembre 1970: un avion de Swissair est détourné par des combattants palestiniens dans un aéroport désaffecté de Jordanie. Berne reçoit des messages en arabe que personne ne comprend. Il faudra l'aide d'un étudiant tunisien à l'EPFL pour les déchiffrer. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), qui n'est pas préparé à cette soudaine apparition des Palestiniens sur la scène internationale, décide d'envoyer une jeune recrue de 30 ans se former au Moyen-Orient. Yves Besson, qui vient de passer le concours diplomatique, partira pour deux ans dans une école du Foreign Office britannique au Liban.

Il est ensuite envoyé comme diplomate au Maroc, puis en Arabie saoudite; il parcourt les pays du Golfe juste après leur indépendance. Le Vaudois est témoin de la fin de ces « temps héroïques d'avant le pétrole », quand Dubaï était « un petit village de pêcheurs » et que le Qatar ne comptait qu'un seul hôtel – « confortable ». De retour en Suisse en 1977, Yves Besson termine une thèse sur Ibn Saoud, le fondateur de l'Arabie saoudite. Mais les bureaux bernois l'ennuient vite; ayant déjà trois enfants scolarisés, il refuse un poste à Téhéran et quitte le DFAE en 1982 pour enseigner l'histoire au gymnase d'Yverdon et à l'Uni-



Keystone-a

versité de Fribourg. Le Moyen-Orient reviendra l'y chercher: en 1989, l'Agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens lui propose un poste de directeur régional à Jérusalem. Pendant deux ans, il y noue des contacts diplomatiques – les ambassades sont à Tel Aviv, mais Jérusalem conserve quelques consulats généraux, reliquats de l'époque ottomane, où les puissances européennes avaient des représentations pour protéger les pèlerins. Fort de cette expérience, il représentera l'ONU dans le processus de paix qui suit les accords d'Oslo entre 1993 et 1996. ■

CMC

testant. Et Jérusalem, ville religieuse, avec des ultra-orthodoxes très critiques envers le gouvernement. Ils sont unis par l'histoire, comme en ce moment où l'on commémore les 70 ans de la libération d'Auschwitz. Mais l'avenir? Ont-ils besoin d'un conflit pour s'unir?

A long terme, n'est-ce pas dans l'intérêt d'Israël d'avoir deux Etats? Sinon que faire des 5 millions de réfugiés palestiniens face aux 6 millions de Juifs israéliens?

– Officiellement, la droite au pouvoir veut la création d'un Etat palestinien; mais officiellement, tout est fait pour que cela ne se concrétise pas. Tant que le conflit n'est pas trop vif, Israël préfère le statu quo en restant dans l'ambiguïté. De fait, la situation mène tout droit à un seul Etat binational; mais Israël n'en veut pas, se rê-

vant en Etat juif. Avec l'éternelle question: qu'est-ce qu'être Juif? Je crois que l'ambiguïté fait partie de leur culture! Quand, pendant la première Intifada, je devais traiter des problèmes concernant les écoles ou les dispensaires en Cisjordanie, chaque fois qu'une situation pouvait être réglée de manière simple, mon interlocuteur israélien aimait la compliquer. Si vous lisez le Talmud, qui règle la vie courante des Juifs, vous verrez que plus c'est compliqué, mieux c'est.

La situation explosive au Proche-Orient pousse-t-elle à trouver une solution plus vite?

– Non. La droite israélienne va gagner les élections, je pense. Il y a le chaos en Syrie, le Hezbollah libanais au nord, l'instabilité du Sinaï au sud, l'Etat islamique non loin et la menace iranienne si les négociations avec les

Etats-Unis aboutissent. Ce n'est pas dans ces moments qu'on change de politique! Et pour l'Occident, du Mali à l'Afghanistan, ce n'est pas le chantier le plus urgent.

Pourtant, depuis la Deuxième Guerre mondiale, tous les événements de la région ramènent à ce conflit central. L'attention se focalise aujourd'hui sur l'Etat islamique; hier c'était sur d'autres crises, comme celles du canal de Suez entre Israël et l'Egypte en 56, 67 ou 73. Sur le moment, on a l'impression que ce conflit disparaît dans les marges. Mais il revient toujours au centre. Tout à coup, il y a cet attentat à Paris et on parle de l'antisémitisme des banlieues, on dit que ce n'est pas celui du 19^e siècle, qu'il vient des pays arabes. Et on en revient là où les deux communautés se font face, en Palestine. ■

Recueilli par Christine Mo Costabella

Ci-dessus
Pour de nombreux
réfugiés de Gaza
et de Cisjordanie,
l'UNRWA, qui
emploie presque
uniquement des
Palestiniens,
est une agence
palestinienne.